ENERGIE NUCLEAIRE ET GLASNOST

Le glasnost qui s'affirme de plus en plus dans la société soviétique a trois incidences principales en ce qui concerne l'énergie nucléaire. Premièrement, la population est de mieux en mieux informée sur le présent, l'avenir, et le passé de cette branche. En second lieu, on assiste à la création de divers types d'associations dont les buts se rejoignent: une information meilleure, une plus grande efficacité, une sécurité accrue. Enfin, l'opinion fait de plus en plus entendre sa voix, ce qui a des répercussions importantes sur le fonctionnement des centrales et peut parfois entraîner leur arrêt, ou l'abandon de projets, voire même de chantiers.

INFORMATION ET COMMUNICATION:

CREATION D'UN CONSEIL INTERMINISTERIEL

par Vladimir Markov

Le débat sur le nucléaire qui s'est instauré dans les médias constitue l'un des phénomènes nouveaux de ces dernières années en URSS. Encore tout récemment, bien des informations sur ce sujet faisaient partie des sujets tabou. Aujourd'hui, les discussions ont atteint une ampleur inégalée. Les organisations du parti et des soviets reçoivent un courrier considérable reflétant les préoccupations de la population quant à la sécurité des centrales nucléaires.

Le glasnost a également permis d'apporter quelques correctifs dans la pratique des administrations. Nous en voulons pour preuve la création d'un Conseil interministériel chargé de l'information et de la communication auprès de l'opinion dans le domaine du nucléaire. Font partie de ce nouvel organisme les représentants des différentes administrations centrales: Comité d'Etat pour l'utilisation de l'énergie atomique, ministère de l'Energie atomique, ministère de la Santé, Comité d'Etat pour la protection de la nature, Union des associations techniques scientifiques, société "Znanié", etc. L'organe exécutif de ce Conseil interministériel est le Centre d'information sociale, créé à partir de l'Institut central de recherche de l'information dans le domaine de la science et de la technique nucléaires.

"Nous considérons que l'objectif de ce Conseil doit être d'analyser les réactions de l'opinion vis-à-vis des aspects techniques, économiques et écologiques de l'utilisation de l'énergie atomique, de faire connaître les propositions avancées par l'opinion, et d'améliorer le travail d'information", a déclaré Alexandre Protsenko, responsable du Comité d'Etat pour l'utilisation de l'énergie atomique.

Lors de la première réunion de ce Conseil, qui s'est tenue fin 88 à Moscou, ont été esquissées les grandes lignes d'un programme qui prévoit l'établissement de contacts directs avec la population et les organisations sociales. Un service de renseignements téléphoniques doit être mis sur pied. On envisage d'instaurer dans les délais les plus brefs un dialogue avec la population, en premier lieu avec les habitants des régions directement concernées. C'est ainsi que dans les régions où sont en service ou en cours d'édification des centrales, on créera des centres d'information où la population pourra obtenir les renseignements qu'elle souhaite.

Le Conseil étudiera également les tendances de développement de l'énergétique mondiale, de manière à utiliser au mieux en URSS l'expérience positive accumulée hors de ses frontières.

"Nous sommes ouverts à tout échange libre d'informations avec toute personne, qu'elle soit favorable ou opposée au nucléaire, précise Alexandre Protsenko. Ce dialogue nous aidera à élaborer des propositions plus rationnelles, qui détermineront pour une large part le développement futur de notre société."

BUREAU SOVIETIQUE D'INFORMATION
14, place du Général Catroux
75017 Paris

mars 1989

Tél: 42 27 89 55
42 27 98 18

DOSSIER:

ENERGIE NUCLEAIRE ET GLASNOST

- I Information et communication: création d'un Conseil interministériel**
- II Création de la "Société nucléaire de l'URSS"**
- III Biéloyarka: comment le pire fut évité**
- IV Centrales nucléaires en Extrême-Orient**
- V Un cas typique de "non-glasnost": la décision d'édifier la centrale nucléaire de Crimée**
- VII Le point sur le nucléaire en URSS**
- VIII Fermeture de la centrale nucléaire d'Arménie**
- IX Que s'est-il passé à Ignalina?**
- X Vitebsk, Rovno, Gorki: trois exemples de glasnost**

ENERGIE NUCLEAIRE ET GLASNOST

La glasnost qui s'affirme de plus en plus dans la société soviétique a trois incidences principales en ce qui concerne l'énergie nucléaire. Premièrement, la population est de mieux en mieux informée sur le présent, l'avenir, et le passé de cette branche. En second lieu, on assiste à la création de divers types d'associations dont les buts se rejoignent: une information meilleure, une plus grande efficacité, une sécurité accrue. Enfin, l'opinion fait de plus en plus entendre sa voix, ce qui a des répercussions importantes sur le fonctionnement des centrales et peut parfois entraîner leur arrêt, ou l'abandon de projets, voire même de chantiers.

INFORMATION ET COMMUNICATION: CREATION D'UN CONSEIL INTERMINISTERIEL

par Vladimir Markov

Le débat sur le nucléaire qui s'est instauré dans les médias constitue l'un des phénomènes nouveaux de ces dernières années en URSS. Encore tout récemment, bien des informations sur ce sujet faisaient partie des sujets tabou. Aujourd'hui, les discussions ont atteint une ampleur inégalée. Les organisations du parti et des soviets reçoivent un courrier considérable reflétant les préoccupations de la population quant à la sécurité des centrales nucléaires.

La glasnost a également permis d'apporter quelques correctifs dans la pratique des administrations. Nous en voulons pour preuve la création d'un Conseil interministériel chargé de l'information et de la communication auprès de l'opinion dans le domaine du nucléaire. Font partie de ce nouvel organisme les représentants des différentes administrations centrales: Comité d'Etat pour l'utilisation de l'énergie atomique, ministère de l'Energie atomique, ministère de la Santé, Comité d'Etat pour la protection de la nature, Union des associations techniques scientifiques, société "Znanié", etc. L'organe exécutif de ce Conseil interministériel est le Centre d'information sociale, créé à partir de l'Institut central de recherche de l'information dans le domaine de la science et de la technique nucléaires.

"Nous considérons que l'objectif de ce Conseil doit être d'analyser les réactions de l'opinion vis-à-vis des aspects techniques, économiques et écologiques de l'utilisation de l'énergie atomique, de faire connaître les propositions avancées par l'opinion, et d'améliorer le travail d'information", a déclaré Alexandre Protsenko, responsable du Comité d'Etat pour l'utilisation de l'énergie atomique.

Lors de la première réunion de ce Conseil, qui s'est tenue fin 88 à Moscou, ont été esquissées les grandes lignes d'un programme qui prévoit l'établissement de contacts directs avec la population et les organisations sociales. Un service de renseignements téléphoniques doit être mis sur pied. On envisage d'instaurer dans les délais les plus brefs un dialogue avec la population, en premier lieu avec les habitants des régions directement concernées. C'est ainsi que dans les régions où sont en service ou en cours d'édification des centrales, on créera des centres d'information où la population pourra obtenir les renseignements qu'elle souhaite.

Le Conseil étudiera également les tendances de développement de l'énergétique mondiale, de manière à utiliser au mieux en URSS l'expérience positive accumulée hors de ses frontières.

"Nous sommes ouverts à tout échange libre d'informations avec toute personne, qu'elle soit favorable ou opposée au nucléaire, précise Alexandre Protsenko. Ce dialogue nous aidera à élaborer des propositions plus rationnelles, qui détermineront pour une large part le développement futur de notre société."

CREATION DE LA "SOCIETE NUCLEAIRE DE L'URSS"

Le 8 février dernier, l'Institut Kourchatov a accueilli une réunion des plus éminents chercheurs et spécialistes de l'énergie atomique, de la médecine radiative et des "domaines connexes", afin de débattre de la création d'une "Société nucléaire".

La question posée aux participants à cette réunion pouvait être résumée ainsi: l'URSS a-t-elle besoin d'une Société nucléaire, un organisme scientifique et technique non officiel regroupant des spécialistes? La réponse des 25 participants a été unanime: oui. Nombre de scientifiques ont du reste regretté que cette société n'ait pas vu le jour "hier", ou même "il y a 20 ans".

Pourquoi les physiciens, qui disposent d'un nombre non négligeable de sociétés diverses, sont loin d'être les moins nombreux au sein de l'Académie des sciences de l'URSS et ont un poids et une autorité indiscutables au sein des organisations internationales les plus diverses, éprouvent-ils le besoin d'ouvrir aujourd'hui une nouvelle "fenêtre"?

"Dans l'ensemble du monde développé, souligne Evguéni Vélikhov, vice-président de l'Académie des sciences de l'URSS, il existe des sociétés nucléaires. La Société américaine, par exemple, est si puissante et possède une telle autorité qu'elle peut prétendre à une dimension mondiale. Notre Société pourrait s'occuper d'échanger des informations - ce que ne pratique guère l'Académie des sciences -, de tisser des liens internationaux. Elle pourrait s'occuper également de régler certains problèmes internes.

"Nous savons tous aujourd'hui combien sont difficiles les contacts entre chercheurs et représentants de l'opinion publique. L'honnêteté, la disponibilité à fournir des informations, et la compétence de cette "Société nucléaire" pourraient aider les gens à mieux connaître l'énergie nucléaire et feraient de la glasnost dans ces domaines la norme. Le prestige du nucléaire est aujourd'hui, malheureusement, à la baisse: nos établissements d'enseignement supérieur en témoignent. Enfin, la publication de revues par cette société, ainsi que l'organisation de symposiums permettront de développer plus largement et plus profondément notre science."

Cette réunion s'est donc achevée par un vote unanime des participants, convaincus des perspectives offertes par leur entreprise.

La Société nucléaire sera le partenaire et, si elle y est contrainte par les circonstances, le contradicteur des organismes étatiques et économiques en ce qui concerne l'utilisation de la science et de la technique nucléaires. Elle recherchera des approches nouvelles pour les problèmes les plus complexes posés par la révolution scientifique et technique. Elle participera à la création et à l'introduction de technologies écologiquement propres pour tous les niveaux du cycle du combustible. Elle contribuera à accélérer la recherche sur les aspects écologique, économique, social et politique du développement de l'énergie nucléaire, à renforcer la coopération internationale entre chercheurs.

Enfin, et ce point apparaît particulièrement important depuis la catastrophe de Tchernobyl, la Société nucléaire tiendra à la population un langage de vérité et de responsabilité sur tout ce qu'elle entreprendra.

(APN)

BIELOYARKA: COMMENT LE PIRE FUT EVITE

Le quotidien "Industrie socialiste" a révélé en octobre dernier, sous la plume de V. Kamenchtchik, un colonel de la milice, alors chef-adjoint à la Direction des affaires intérieures de la région de Sverdlovsk, qu'un incident ayant dégénéré en un grave incendie, s'est produit en 1978 à la centrale nucléaire de Sverdlovsk, sur un réacteur du même type que celui de Tchernobyl (RBMK-1000).

Le 30 décembre 1978, le colonel Kamenchtchik est réveillé en pleine nuit: un incendie vient de se déclarer à la centrale nucléaire de Biéloyarka, située non loin de Sverdlovsk. En arrivant sur les lieux, il constate que la centrale est en feu, son toit partiellement défoncé, des dalles de béton de 6 m s'étant effondrées sur les machines...

M. O. Saraïev, l'actuel directeur de la centrale de Biéloyarka, qui était alors chef d'atelier d'un réacteur, témoigne: *"Le feu, tel un élément déchaîné, envahissait sans cesse de nouveaux secteurs, ce qui ne permettait pas à l'équipe de limiter sa propagation, ni, a fortiori, de prendre des mesures visant à la prévenir."*

Une chose est certaine: l'incendie fut provoqué par un court-circuit. Mais l'instruction ne permit pas d'en déterminer avec exactitude les causes: il fut impossible d'établir lequel des deux premiers câbles qui brûlèrent fut à l'origine de l'incendie. Sur le plan juridique, l'affaire fut donc classée, compte tenu de l'absence de preuve matérielle.

La réaction positive du personnel, dont tous les faits et gestes purent être analysés par la suite grâce à la "boîte noire", fut soulignée dans l'Acte judiciaire: *"Lors de l'accident et dans les heures qui suivirent, la sécurité nucléaire des réacteurs de la centrale nucléaire de Biéloyarka fut totalement assurée par le plongement en temps voulu des barres de direction et de protection. L'état sous-critique indispensable des réacteurs 1 et 2 fut assuré."*

Le film des événements

L'incendie se déclenche le 30 décembre, en pleine nuit, au niveau 8 de la centrale, dans la salle des machines. Le feu se propage rapidement, causant des dégâts dans une double direction: verticale - la charpente du toit ne résiste pas, et des dalles de béton s'effondrent, créant un trou béant au-dessus du générateur numéro 2, par une température extérieure de l'ordre de moins 40 degrés -, et latérale - en quatre minutes, la plupart des moyens de communication sont détruits, et l'éclairage coupé, tandis que se dégage une fumée étouffante.

Bien que le premier réacteur ait été arrêté et mis en refroidissement d'urgence, la tranche numéro 1 continue de fournir l'électricité indispensable au chauffage de la ville voisine et aux équipes qui tentent de circonscrire le sinistre. Des mesures d'urgence sont prises pour préserver les turbines 2 et 3. Mais le feu continue de gagner du terrain et menace les pupitres de commande autour desquels s'activent les opérateurs. Aidés des pompiers, ces derniers ne peuvent faire que de brèves incursions dans la salle des commandes en raison de la fumée étouffante, afin de continuer à garder le contrôle des opérations.

Avec l'arrivée du responsable des services anti-incendie de Sverdlovsk, les opérations prennent un tour nouveau, l'organisation s'améliore. Mais le feu continue de gagner et s'attaque à la salle où se trouve le matériel informatique "Karat" servant à piloter la centrale. C'est par lui que passent également toutes les informations concernant la situation radiative des réacteurs et de leur environnement immédiat, ainsi que le régime thermique, notamment celui des générateurs. La mise hors d'état du complexe informatique semble indiquer qu'il est dorénavant impossible de maîtriser les réacteurs.

Nous sommes le 31 décembre. Le feu continue de ravager la centrale, et cela en dépit de l'arrivée de nouveaux renforts de pompiers. Il menace désormais la zone active du réacteur. Et c'est seulement dans la journée que l'incendie peut être enfin maîtrisé. 1200 personnes ont participé à la lutte. 40 d'entre elles seront par la suite décorées.

Le soir même, le responsable de Soyuzatoménergo, V. Nevski, inspecte la centrale. Dans la salle des machines, le second turbogénérateur est recouvert par les dalles de béton qui se sont effondrées. Tout autour, de l'eau et de la neige carbonique gelées.

La presse observa à l'époque le mutisme le plus complet. Pourtant, le récit du colonel Kamenchtchik - qui n'est pas un spécialiste de la chose nucléaire -, montre que l'on est passé tout près d'une catastrophe majeure à Biéloyarka. Sa conclusion mérite d'être rapportée intégralement.

"Après cet accident, des séminaires nationaux ont été organisés à l'intention des personnels des centrales nucléaires et des pompiers. Des instructions concrètes, opérationnelles, ont été données sur les méthodes de prévention et d'extinction des incendies dans les centrales nucléaires. Une série de nouvelles normes préventives anti-incendie ont été élaborées. De nouveaux matériels ont été introduits.

"Les équipes de pompiers chargées de protéger les centrales nucléaires ont été considérablement renforcées. Il est possible que ces mesures aient aidé par la suite les pompiers de Tchernobyl à maîtriser rapidement l'incendie ayant suivi l'accident qui s'y est produit. Mais l'on ne peut s'empêcher de penser: pourquoi n'a-t-on pas tout de suite parlé de ces hommes qui ont permis d'éviter une tragédie à la centrale nucléaire de Biéloyarka? Pourquoi n'a-t-on rien dit des enseignements à en tirer? Peut-être alors n'y aurait-il pas eu de Tchernobyl."

(APN)

CENTRALES NUCLEAIRES EN EXTREME-ORIENT SOVIETIQUE

L'Extrême-Orient soviétique est appelé à connaître un important développement économique dans les années et décennies à venir. Des centaines de mines, d'usines et de fabriques doivent être ouvertes dans cette région. C'est dans cette optique qu'a été construit le BAM, l'important axe ferroviaire Baïkal-Amour.

Afin de tripler la production d'électricité de cette immense région de l'URSS, deux centrales nucléaires vont y être édifiées.

La première d'entre elles, baptisée "Dalniévostotchnaïa" (Extrême-Orient en russe) sera édifiée dans l'arrondissement de Postychévo, important centre ferroviaire du BAM. Elle comprendra 4 réacteurs VVER, d'une puissance unitaire de 440 MW, qui constituent les équipements les plus fiables produits actuellement par l'URSS. Pour le refroidissement, on utilisera les eaux d'un fleuve, l'Amgoun.

Le site précis de la centrale a déjà fait l'objet des traditionnelles études sismiques et de résistance du sol. Le vice-ministre de l'Energie et de l'électrification de l'URSS, M. A. Sémionov, a insisté sur le soin tout particulier accordé aux problèmes de sécurité. La centrale Dalniévostotchnaïa commencera à débiter du courant en 1995.

Une autre centrale nucléaire sera édifiée ultérieurement en Extrême-Orient, dans la région du Primorié, non loin de Vladivostok.

(APN)

UN CAS TYPIQUE DE "NON-GLASNOST":

LA DECISION D'EDIFIER LA CENTRALE NUCLEAIRE DE CRIMEE

Dans une lettre ouverte publiée le 11 janvier dernier dans la "Pravda" sous le titre "Expertise", plusieurs scientifiques, parmi lesquels l'académicien Yachine, ont attiré l'attention sur les problèmes posés par l'édification de la centrale de Crimée et dénoncé la procédure employée. Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits de cette lettre.

Plus de deux millions de personnes vivent actuellement en Crimée. Davantage encore viennent chaque année s'y soigner ou s'y reposer. Cette industrie du tourisme devrait, nous semble-t-il, constituer la principale activité de la région. Mais il continue d'y subsister des productions grosses consommatrices d'énergie et nuisibles pour l'environnement.

C'est pour elles, pour satisfaire leurs besoins énergétiques actuels et l'essentiel de ceux prévus pour l'avenir, que l'on a entrepris en 1980 d'édifier la centrale nucléaire de Crimée. La construction s'effectue sur le littoral de la mer d'Azov, dans la presqu'île de Kertch. La première tranche de la centrale nucléaire implique la création de deux unités énergétiques de 1000 MW chacune, d'un coût d'un milliard de roubles. La moitié de cette somme a déjà été investie dans les travaux, et l'on prévoit la mise en service du premier réacteur d'ici la fin de l'année.

Tout s'est déroulé normalement jusqu'à l'accident de Tchernobyl, qui a conduit de nombreuses personnes à s'interroger sur la nécessité et la sécurité des centrales nucléaires dans les différentes régions du pays. Un nombre considérable de lettres et de télégrammes ont été adressés aux organes dirigeants et à la XIXème Conférence du parti. Leurs signataires exprimaient leur inquiétude quant à la sécurité écologique de la centrale nucléaire de Crimée, en premier lieu sur le plan sismique. Ils soulignaient, notamment, qu'il est possible que s'y produise un séisme d'une intensité supérieure à celle prévue (7).

Une commission gouvernementale présidée par l'académicien Vélikhov, vice-président de l'Académie des sciences de l'URSS, a été chargée de lever les doutes. Au sein de cette commission ont été créés quatre groupes de travail spécialisés, auxquels ont participé d'éminents spécialistes des problèmes concernés. Leur décision devait être débattue et approuvée par l'organisme le plus compétent en matière de séismes - le Conseil interadministratif chargé de la sismologie et de la construction parasismique près le Présidium de l'Académie des sciences de l'URSS (CISCP).

Résultats de l'expertise scientifique

Les experts scientifiques ont estimé que des séismes d'une intensité analogue à ceux s'étant déjà produits dans cette région (des traces de séismes d'intensité 9 y ont déjà été découvertes) pouvaient survenir à nouveau dans le périmètre de la zone de la centrale nucléaire de Crimée. Naturellement, la probabilité d'un séisme aussi puissant dans les décennies à venir est faible, mais elle ne peut être ignorée lorsque l'on édifie un ouvrage aussi important et, potentiellement, aussi dangereux qu'une centrale nucléaire.

Lors de sa réunion du 20 septembre dernier, le Bureau du CISCP a approuvé, à une nette majorité (16 voix sur 20), les conclusions des groupes de travail. Cette décision a déclenché une résistance acharnée de la part des spécialistes du ministère de l'Energie atomique de l'URSS. Ils ont défendu leur propre position, niant les fondements et les principaux résultats de l'expertise. La commission gouvernementale a été contrainte de susciter une discussion plus large. Mais elle n'a fait que confirmer son appréciation antérieure, le Bureau du CISCP recommandant même que ses conclusions servent de base de référence pour la construction des centrales nucléaires.

Les experts ont attiré l'attention sur un autre danger géologique que présente le site de la centrale, celle-ci étant située à proximité directe d'une coupole souterraine, au cœur de laquelle se crée une pression élevée pouvant conduire à une déformation de la surface terrestre et à un volcanisme de gaz et de boue. Comme le souligne la décision délibérative, "leur incidence directe sur les bâtiments de la centrale nucléaire peut dépasser, par leur action destructrice, les conséquences prévisibles d'un séisme."

Le 28 novembre, la commission gouvernementale, après avoir débattu de l'opinion définitive des scientifiques, a décidé, pour la centrale nucléaire de Crimée, de retenir comme risque maximal d'intensité sismique 9, tout en soulignant le danger lié au volcanisme de boue...

Et ensuite?

Ainsi donc, les experts scientifiques, de même que la commission gouvernementale s'appuyant sur leurs conclusions, ont adopté une position concernant les risques sismiques de la centrale de Crimée, selon laquelle il ne faudrait pas autoriser l'édification de cet ouvrage. Le caractère déraisonnable de sa construction des points de vue écologique et socio-économique a été confirmé par les spécialistes du Conseil scientifique de l'Académie des sciences de l'URSS chargé des problèmes de la biosphère. C'est probablement la première fois que des scientifiques font preuve d'une aussi grande fermeté de décision. La décision appartient dorénavant au Conseil des ministres de l'URSS, qui doit décider de l'avenir de ce chantier, entrepris sans les fondements scientifiques requis.

Il pourrait sembler que l'affaire est claire. Mais nous avons connu dans le passé bon nombre d'exemples où l'administration, passant sous silence ou déformant les jugements des scientifiques, est parvenue à poursuivre des chantiers. C'est pourquoi nous avons jugé indispensable de communiquer au gouvernement et à l'opinion publique la conclusion des experts concernant la centrale de Crimée, conclusion adoptée malgré la pression de l'administration...

La pratique en vigueur jusqu'à ce jour, concernant l'élaboration des fondements technico-économiques, les accords et les ratifications des projets par des organisations de contrôle, de projets ou d'étude dépendant ou proches des ministères de l'Énergie ou de l'Énergie atomique, de même que l'absence d'informations actuelles et objectives sur les décisions prises, font que ces projets sont insuffisamment fondés, et dans certains cas tout simplement erronés.

Les expertises échappant au contrôle de l'administration sont le plus souvent effectuées à la demande de spécialistes indépendants ou de l'opinion, à un moment où la construction a déjà été activement engagée ou est en voie d'achèvement, et où donc ont déjà été investies des sommes considérables. C'est la raison pour laquelle leur importance ne revêt généralement qu'un caractère très passager; et si ces conclusions conduisent à des décisions importantes, leur application, comme ce pourrait être le cas pour la centrale nucléaire de Crimée, s'avère très douloureuse...

L'expertise du danger sismique de la centrale nucléaire de Crimée a constitué une forme nouvelle d'organisation du travail des scientifiques. Cette manière de résoudre des problèmes économiques importants, parfaitement concrets, est efficace et peut constituer à l'avenir une des formes d'utilisation pratique du potentiel de l'Académie des sciences de l'URSS et des établissements d'enseignement supérieur. Les spécialistes des instituts académiques participent dès à présent à l'expertise de toute une série de projets. Il nous semble que cette pratique doit être fixée dans la loi, aux plans financier et juridique, et être développée en étroite coopération avec les différents organisations et mouvements sociaux.

Mais l'essentiel, c'est que les rapports entre experts et expertisés soient remis d'aplomb, "la tête en haut, les pieds en bas". Les scientifiques n'ont pas à convaincre l'administration (dans le cas présent, le ministère de l'Energie atomique de l'URSS) du caractère erroné de leur décision: l'administration ne doit ni planifier ni entreprendre d'activités sans qu'il n'y ait eu préalablement une expertise scientifique indépendante.

A notre sens, il devrait exister, dans notre pays, un organisme unique d'expertise (le mieux serait qu'il soit rattaché à l'Académie des sciences de l'URSS), indépendant, regroupant les spécialistes selon les différentes utilisations de la nature, et sans les conclusions duquel ne pourraient être entreprises non seulement la construction des centrales nucléaires, mais aussi celle d'autres ouvrages économiques importants présentant un danger écologique élevé. Cela rendrait possibles l'analyse approfondie et détaillée des diverses situations, ainsi que l'objectivité et l'indépendance de jugement des experts sur les problèmes étudiés.

(APN)

LE POINT SUR LE NUCLEAIRE EN URSS

On dénombrait en URSS à la fin de 1988 16 centrales nucléaires dotées de 45 réacteurs, d'une puissance totale de 34 400 MW. En 1988, le nucléaire a fourni 215 milliards de kW/h, soit 12,7% de la production totale d'électricité du pays. Fin 88, la construction de réacteurs se poursuivait sur 15 chantiers.

L'Union Soviétique continuera de développer son industrie nucléaire, en tenant compte des exigences croissantes concernant la sécurité des centrales, a déclaré devant la presse Nikolai Loukonine, ministre de l'Energie atomique de l'URSS.

Le développement du nucléaire est une nécessité pour notre économie, a-t-il souligné. Son gros avantage, en dépit de l'accident de Tchernobyl, est que, normalement exploitées, les centrales nucléaires polluent moins l'environnement que les centrales thermiques brûlant du combustible organique. Ce facteur s'avère particulièrement important de nos jours, où le problème de la pollution de l'atmosphère par le gaz carbonique et d'autres substances nuisibles se pose avec acuité.

Les leçons ont été tirées de la triste expérience de Tchernobyl, a poursuivi M. Loukonine. L'URSS met en oeuvre actuellement tout un ensemble de mesures visant à accroître la sécurité de ses centrales, qu'elles existent déjà, soient en construction ou seulement à l'état de projets.

Les risques sismiques encourus et l'introduction de normes plus strictes ont débouché sur plusieurs décisions: abandon des projets de centrales nucléaires en Azerbaïdjan et en Géorgie; abandon de la construction de la seconde tranche de la centrale d'Arménie (et même arrêt dès le premier trimestre de cette année des deux réacteurs de la première tranche); abandon du projet de centrales nucléaires sur le territoire de Krasnodar et en Biélorussie; arrêt de la construction des centrales nucléaires force-chaleur destinées à alimenter en électricité et en eau chaude sanitaire Minsk et Odessa.

Le ministère de l'Energie atomique étudie actuellement les possibilités de développer le nucléaire dans d'autres régions du pays, en concertation étroite avec l'opinion et les autorités locales.

(APN)

FERMETURE DE LA CENTRALE NUCLEAIRE D'ARMENIE

Le Conseil des ministres de l'URSS a adopté une résolution sur "L'Arrêt des unités énergétiques de la centrale nucléaire d'Arménie et les mesures concernant l'approvisionnement énergétique sûr des républiques de Transcaucasie".

Depuis le séisme du 7 décembre, il n'y avait sûrement aucune question aussi âprement débattue que celle de l'avenir de la centrale nucléaire d'Oktembérian. Que serait-il arrivé à l'Arménie, et à l'ensemble de la Transcaucasie, si l'épicentre de la secousse tellurique s'était trouvé plus près de la centrale? Et bien que des spécialistes (notamment américains) l'aient inspectée après le séisme, sans y relever de défaut de fonctionnement, la décision a tout de même été prise d'interrompre son fonctionnement dans les délais les plus brefs.

Ainsi que l'explique Migran Vardanian, le directeur de la centrale d'Arménie, il était prévu, en tout état de cause, de fermer Oktembérian: *"Depuis Tchernobyl, les normes de sécurité concernant les centrales soviétiques ont été sensiblement durcies. Pour être en conformité avec les documents désormais en vigueur, chaque pile doit être protégée par une coupole et posséder trois systèmes de sécurité autonomes. Ce qui n'est pas le cas de notre centrale, construite en fonction des normes en vigueur au début des années 70. Pour la moderniser, il aurait fallu investir 390 millions de roubles, alors que le coût de la centrale et de tous les bâtiments environnants est estimé à 310 millions."*

Le délai fixé pour la fermeture était initialement 1990. Mais cela ne satisfaisait que peu de monde. Et le Conseil des ministres de l'URSS, prenant en compte la situation sismique globale de l'Arménie, ainsi que la proposition émanant du Comité central du Parti communiste d'Arménie, du Conseil des ministres de cette république, du Conseil scientifique et technique intersectoriel chargé des problèmes de l'énergie nucléaire, et de l'Académie des sciences de l'URSS, a décidé de mettre un terme au fonctionnement de la centrale nucléaire d'Arménie dans des délais plus rapprochés.

Il a été décidé d'arrêter le premier réacteur de la centrale dès le 25 , et le second, le 18 mars 1989. Au cours de la première moitié de l'année 1989 doit être élaboré un projet technico-économique de reconversion de la centrale nucléaire d'Arménie en une centrale thermique, fonctionnant au gaz.

Dans le même temps, plusieurs services administratifs liés au nucléaire sont chargés d'élaborer des mesures additionnelles pour assurer la sécurité des réacteurs arrêtés et améliorer la résistance sismique des bâtiments et des constructions de la centrale nucléaire, et mener à bien concrètement ces opérations dès cette année.

La diminution de la production d'électricité sera compensée par de strictes économies d'électricité et la réduction des quantités d'énergie utilisée par l'ensemble des entreprises et organisations d'Arménie, de Géorgie et d'Azerbaïdjan, quelle que soit l'administration dont elles dépendent. Mais ces économies ne seront pas suffisantes.

Aussi le gouvernement soviétique a-t-il décidé d'accélérer la mise en service des deux premiers réacteurs de la centrale nucléaire de Rostov, ainsi que la remise en état de l'unité énergétique de 200 MW de la centrale régionale thermique de Razdan. De nombreuses autres centrales électriques de Transcaucasie seront modernisées dans les trois années à venir.

La résolution adoptée souligne que le Conseil des ministres de l'URSS considère la réalisation de ces objectifs et des autres liés à la l'arrêt de la centrale nucléaire et au nouveau profil à lui donner comme une tâche d'importance nationale. C'est la raison pour laquelle les responsables des ministères et administrations concernés doivent répondre personnellement de la réalisation des travaux dans les délais qui leur sont strictement impartis.

(APN)

QUE S'EST-IL PASSE A IGNALINA?

La centrale nucléaire d'Ignalina, située en Lituanie, est équipée de deux réacteurs RBMK de 1500 MW - les plus puissants réacteurs du monde à neutrons thermiques. Pour des raisons écologiques - réchauffement trop important des eaux du lac jouxtant la centrale -, on a renoncé à la construction du réacteur N^o 4. Une décision doit être prise quant à l'édification du réacteur N^o 3. En septembre dernier, un incident s'est produit dans cette centrale. Mais quoi au juste? Alexandre Kogalov a interrogé le directeur de la centrale, Anatoli Khromtchenko.

- *Quelle a été la chronologie des événements?*

- On peut lire dans l'acte d'expertise: "Le 5 septembre 1988, à 0 heure 52, le signal "Incendie" s'est allumé sur le pupitre de signalisation des incendies." C'était le premier signal, d'avertissement. Puis la confirmation est venue dix secondes plus tard par un deuxième signal, suivi de l'ordre de mettre en route la pompe principale antifeu. Par conséquent, dès que de la fumée est apparue, le premier capteur a joué son rôle, puis dix secondes après, étant donné l'augmentation de la densité de la fumée, le second capteur a décidé du branchement des pompes, qui ont totalement éteint l'incendie. Les pompiers n'ont eu qu'à constater cet état de fait et à vérifier qu'il ne subsistait pas de sources de combustion secondaires.

- *Les pompiers sont arrivés rapidement sur les lieux?*

- Ayant reçu le signal incendie à 0 heure 52, le responsable adjoint de l'équipe en a informé immédiatement le chef d'équipe et pris les dispositions adéquates. A 0 heure 55, autrement dit trois minutes après, cinq sections de pompiers, avec tout leur matériel, se trouvaient sur le lieu d'où provenait l'appel. A 0 heure 55 minutes 55 secondes, le réacteur a été arrêté par la protection automatique. Il a été déchargé à 60% et arrêté 30 secondes plus tard. Le refroidissement du réacteur a été effectué à l'un des régimes prévus, et tous les paramètres de cette opération contrôlés.

- *Quelles auraient été les conséquences si le système de protection antifeu s'était mis en route au bout de vingt secondes, et non de dix?*

- Notre centrale est construite de telle manière que chaque étage de câbles est divisé en sections, lesquelles sont séparées par des murs de béton de 60 cm d'épaisseur. Lors du passage d'un mur à l'autre, les câbles électriques sont recouverts d'un produit ignifuge sur une longueur d'un mètre de chaque côté de la cloison. Le feu ne peut donc aller au-delà d'une section, et il existe un système anti-incendie pour chaque section.

- *Quelles ont été les conclusions de la commission d'expertise?*

- La commission a envisagé les diverses causes ayant pu provoquer cet incident. Il s'est probablement agi d'une défaillance mécanique du câble dans une courbe, lors du passage d'une section à une autre. Un échauffement prolongé du câble a pu alors se produire à la suite d'une surcharge de courant ou d'un court-circuit extérieur. Un défaut caché du câble ou le non-fonctionnement de l'appareil de protection à la suite d'une panne ou d'une sensibilité insuffisante n'est pas non plus à exclure. Les sections comportent 650 câbles de 5 m chacun. Au total, 36 m de câbles ont détruits. Les pertes se chiffrent à 4000 roubles, et le coût des travaux de réparation à 20 000 roubles.

La commission a constaté que les pompiers et le personnel de la centrale avaient réagi correctement. Elle a noté que la sécurité du réacteur a été assurée pendant la neutralisation du sinistre et que les cartouches de combustible n'ont pas été détériorées. La situation radiative n'a pas été modifiée à la suite de cet incendie. Le fond gamma dans les locaux et à l'extérieur n'a pas été modifié.

VITEBSK, ROVNO, GORKI: TROIS EXEMPLES DE GLASNOST

La glasnost, la transparence accrue pour tout ce qui concerne le nucléaire, a pour corollaire l'intervention de plus en plus pressante de l'opinion sur tout ce qui touche à l'édification des centrales.

Vitebsk. Sous la pression de l'opinion publique, les études concernant l'édification de la centrale nucléaire de Vitebsk, en Biélorussie, ont été arrêtées, en dépit de l'insuffisance de la production d'énergie locale et de l'absence de gisements de combustibles à proximité. Le mécontentement de l'opinion, qui s'est ainsi exprimé, s'explique par le fait que le sud de la Biélorussie a été particulièrement affecté par l'accident de Tchernobyl.

Rovno. A la demande du ministère de l'Energie atomique de l'URSS, un groupe d'experts de l'AIEA et de spécialistes de 11 pays a inspecté, à la fin de l'année dernière, la centrale nucléaire de Rovno, en Ukraine orientale, qui a ainsi été le premier ouvrage soviétique à être soumis à un examen aussi minutieux de la part de cet organisme.

La délégation de l'AIEA et de spécialistes internationaux a été reçue par le directeur de la centrale, Vladimir Korovkine, qui avait lui-même participé précédemment à l'inspection de la centrale japonaise de Tokahama. Durant trois semaines, elle a étudié sous huit aspects différents le fonctionnement de la centrale, s'intéressant à la gestion, à l'organisation, à l'exploitation, à l'entretien technique, à l'approvisionnement, à l'encadrement, aux mesures prévues en cas d'accident nucléaire. La délégation a pris connaissance des moyens dont dispose la centrale pour faire face éventuellement à une situation radiologique alarmante.

"Toutes les questions ayant trait à la situation radiologique ont été abordées par nos spécialistes, a souligné Ferdinand Franzen, qui dirigeait cette délégation. Globalement, a-t-il ajouté, la situation à la centrale de Rovno et l'état de l'environnement sont satisfaisants". Les experts ont néanmoins formulé des recommandations visant à améliorer la sécurité.

Un groupe de journalistes et de représentants de l'opinion a pu, pour la première fois, visiter la centrale le 18 janvier. Désormais, a annoncé son directeur, il sera possible aux personnes étrangères à la centrale de se rendre compte par elles-mêmes de la situation. Des visites seront organisées régulièrement.

Gorki. La centrale nucléaire de thermification de Gorki, qui doit entrer prochainement en service, fera au préalable l'objet d'une inspection de l'AIEA. Le niveau de la pollution est déjà élevé dans la ville, et l'édification d'une centrale thermique traditionnelle aggraverait cette situation. C'est ce qui avait motivé la décision de construire une centrale nucléaire pour l'approvisionnement de la ville en chaude sanitaire.

Mais depuis l'accident de Tchernobyl, la population a tendance à se méfier du nucléaire, et parfois même à avoir une attitude de rejet à son égard. C'est la raison pour laquelle les autorités ont été amenées à reprendre une proposition avancée par l'opinion publique de la ville: recourir à des experts internationaux pour juger de la sécurité de la centrale. Cette expertise coûtera à l'URSS plusieurs centaines de milliers de dollars, mais on a décidé de ne plus économiser sur les questions touchant à la sécurité.

M. Yaremi, responsable du département sécurité des centrales à l'AIEA, dirigeait la délégation de cette organisation ayant négocié cette expertise avec les Soviétiques: *"Nous saluons la décision de l'URSS de faire procéder à une évaluation de la sécurité de la centrale nucléaire de thermification de Gorki. L'AIEA a l'habitude de réaliser des expertises, mais jusqu'à présent, celles-ci n'ont concerné, pour l'essentiel, que des centrales en activité. Ce sera la première fois dans l'histoire qu'une étude aussi importante de la sécurité sous tous ses aspects sera effectuée au stade de la construction. Nous espérons que cet exemple sera suivi par d'autres pays.*

(APN)